3049 p17-19_page 02 29/10/12 16:45 Page1

Les États-Unis au pied du mur

L'élection présidentielle américaine du 6 novembre prochain tient la planète en haleine. Mais une autre échéance menace de balayer toutes les promesses électorales. Des coupes –automatiques– dans les dépenses publiques sont prévues à compter du 2 janvier 2013, en vertu du compromis budgétaire de 2011 entre élus démocrates et républicains au Congrès. De l'aveu même du FMI, cette austérité, d'une ampleur sans précédent outre-Atlantique, entraînerait une nouvelle récession aux répercussions mondiales.

Les Américains l'ont appelé le «mur» ou la «falaise» budgétaire (*fiscal cliff*) et les États-Unis foncent droit dessus. De quoi s'agit-il? Des coupes dans les dépenses publiques risquent de s'appliquer automatiquement à compter du 2 janvier prochain, en vertu du compromis budgétaire passé entre démocrates et républicains en 2011 pour éviter *in extremis* que le pays soit déclaré en faillite (*lire l'interview d'Estelle Sommeiller en page 19*). Au même moment, la réduction de la cotisation des salariés à la Sécurité sociale*, appliquée en 2011 puis reconduite en 2012 pour tenter de redonner un peu de pouvoir d'achat sans que les employeurs aient à augmenter les salaires, doit s'interrompre. La combinaison de cette mesure et des coupes budgétaires (1 200 milliards de dollars sur dix ans) risque, de l'avis de tous, y compris du Fonds monétaire international, de provoquer une nouvelle récession aux répercussions mondiales. Toutes les promesses électorales faites dans le cadre de la campagne présidentielle du 6 novembre 2012 sombreraient alors dans le naufrage, emportant avec elles la politique, pourtant déjà limitée, de soutien à la demande impulsée au début de l'année par le président Obama.

Richard Trumka, président de l'AFL-CIO
«La victoire de Mitt Romney serait celle de Wall Street»

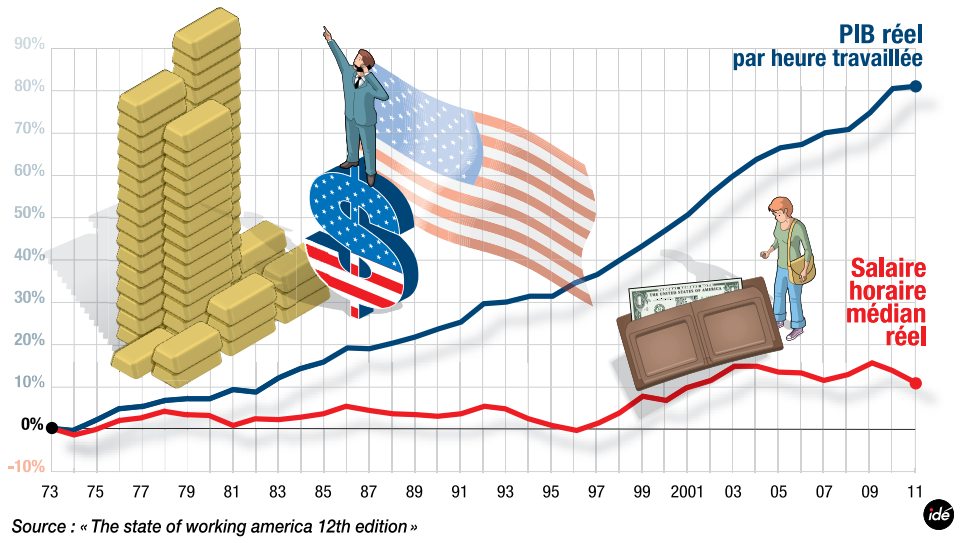


FO Hebdo: *Quelles sont vos principales revendications?*
Richard Trumka: La première, c'est: «De bons emplois maintenant!» Il nous faut dix millions d'emplois en plus pour que le chômage redescende à son niveau d'avant la grande récession. Et même ainsi ce ne serait pas suffisant, car notre économie était déjà mal en point avant le krach de 2007. Pour la stabiliser, nous devons augmenter les salaires au même rythme que la productivité, ce qui ne sera possible que si nous restaurons le droit des travailleurs à la négociation collective. Nous devons aussi poser les fondations d'une croissance économique à long terme, en investissant à grande échelle dans l'éducation, les infrastructures et l'énergie propre, ce qui exige une fiscalité plus juste et plus progressive. Il faut aussi libérer les politiques de la poigne des financiers. En prévision de l'épreuve de force budgétaire à la fin de l'année, nous nous opposons à toute coupe dans la santé ou les retraites, ainsi qu'à une diminution du taux d'imposition des plus riches en deçà de son niveau sous la présidence de Clinton.

FO Hebdo: *Quel bilan tirez-vous de la réforme Obama du système de santé?*
Richard Trumka: Le Affordable Care Act (ACA) constitue un pas historique dans la bonne direction et nous sommes très fiers d'avoir contribué à ce qu'il soit franchi. L'ACA diminue le nombre de personnes sans assurance santé, en finit avec certains des pires abus des compagnies d'assurances, améliore les allocations de santé pour les personnes âgées, introduit des changements dans le programme Medicare destinés à rendre notre système de soins plus rentable et réduit le déficit du budget fédéral. Maintenant il nous faut mettre la réforme en œuvre. Les États ont besoin de pouvoir étendre très vite leurs programmes Medicaid, de façon à couvrir les personnes qui vivent en deçà de 138% du niveau de pauvreté fédéral.

FO Hebdo: *En 2011, vous aviez fait une déclaration d'indépendance en disant que l'AFL-CIO n'apporterait plus son soutien à aucun candidat ni parti. Au printemps dernier, l'AFL-CIO a décidé de soutenir Barack Obama. Pourquoi?*
Richard Trumka: Notre conseil exécutif a voté avec enthousiasme, en mars 2012, le soutien au président Obama parce qu'il a travaillé dur pour créer de bons emplois. Il a fait de la reprise du secteur industriel une priorité de son programme. Il a été offensif sur les questions de la protection des droits des travailleurs, du salaire, de la santé et de la sécurité au travail. Il a travaillé à une résolution juste de la crise budgétaire et a apporté sans équivoque sa confiance et celle de l'Administration aux travailleurs et aux entreprises de l'industrie automobile, une attitude qui a sauvé des centaines de milliers d'emplois et qui contribue aujourd'hui à la relance de l'économie. La victoire de Mitt Romney serait celle de Wall Street et des 1% d'Américains les plus riches. Leurs impôts diminueraient, les salaires des travailleurs aussi! Les inégalités seraient aggravées, il y aurait moins d'investissements et cela compromettrait l'avenir économique de notre pays. Bien que le mouvement ouvrier ait parfois été en désaccord avec le président Obama et ait souvent poussé son administration à faire plus et plus vite, nous n'avons jamais douté de son engagement pour les travailleurs.

Croissance cumulée des salaires et de la productivité du travail depuis 1973



Source : « The state of working america 12th edition »

L'écart entre la hausse des salaires et celle de la productivité atteint des sommets: alors que le salaire horaire médian réel était, en 2011, supérieur de 10,7% à celui de 1973, la productivité réelle par heure travaillée était elle supérieure de 80,4% à celle de 1973.

3049 p17-19_page 02 29/10/12 16:45 Page2

Avec l'Obamacare, 32 millions d'Américains vont accéder à une assurance santé

La réforme du système d'assurance santé aura été l'une des promesses phares, sinon la principale de la campagne de Barack Obama en 2008. Mais il a fallu attendre quatre ans et se trouver à cinq mois de la nouvelle élection présidentielle du 6 novembre 2012 pour que la loi, amendée à de multiples reprises, voit vraiment le jour. Le 18 juin dernier, les juges de la Cour suprême ont tranché: non, l'Obamacare n'est pas anticonstitutionnelle et peut donc s'appliquer, pour partie dès aujourd'hui et dans sa totalité en 2014. Pendant quatre ans, le débat a été particulièrement tendu au Congrès, voire violent et démesuré. En mars 2010, le mouvement du Tea Party, l'aile la plus conservatrice du Parti républicain, manifestait contre le député John Lewis, qui soutenait l'Obamacare, au cri de «sale nègre». Le président Obama a lui été accusé de communisme...

L'enjeu

L'assurance santé, aux mains des compagnies privées, représente un gigantesque enjeu. Alors que les États-Unis battent le record des dépenses de santé (16% du PIB contre 10% à 11% en France ou en Allemagne), des dizaines de millions d'Américains n'ont aucune couverture maladie: 46 millions très exactement déjà en 2008, soit 16% de la population. Ils n'ont pas les moyens de payer une assurance, mais ne sont pas assez pauvres pour bénéficier du programme public Medicaid, qui fournit une couverture maladie aux plus démunis. Les problèmes de santé auraient contribué à 62% des faillites individuelles lors du krach financier de 2007, selon l'*American Journal of Medecine*. Le coût des assurances privées vient encore d'augmenter de 4% en un an, soit près de deux fois plus que le taux d'inflation général (2,3%), selon une étude de deux organisations spécialisées, Kaiser Family Foundation et Helth Research and Educational Trust, d'octobre 2012. En dix ans, les primes d'assurance ont quasiment doublé (+97%), augmentant ainsi trois fois plus que les salaires et l'inflation. L'assurance santé pour une famille de quatre personnes coûte 15 745 dollars par an en 2012, dont 4 316 dollars à la charge de l'assuré. La majorité des citoyens, environ 60%, sont couverts par une assurance fournie par leur entreprise, avec une contribution du salarié. Un deuxième programme public, Medicare, fournit une couverture maladie aux plus de 65 ans et aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité. Il est financé en partie par le budget fédéral mais aussi, pour le remboursement des frais d'hospitalisation, à 85% par les cotisations des employeurs et des salariés, ainsi que des travailleurs indépendants, le tout étant reversé aux assurés par répartition. Medicare constitue donc la seule couverture santé du pays financée, même si très partiellement, par ce que l'on appelle en France le salaire différé. En septembre 2009, lors de son congrès, l'AFL-CIO rappelait dans une résolution: «Depuis plus de cent ans, les syndicats américains revendiquent une couverture universelle construite sur le modèle de l'assurance sociale, modèle qui a prouvé son efficacité à travers le monde et que nous avons nous-mêmes utilisé avec succès pendant des décennies pour fournir un revenu et une assurance santé aux plus anciens.» Mais les propositions législatives faites depuis la création de Medicare en 1965 pour étendre à tous, quel que soit l'âge, cette couverture santé n'ont jamais été concrétisées.

Le contenu

Barack Obama proposait à l'origine de créer un système d'assurance publique (*public option*) qui viendrait concurrencer les compagnies privées. Cette idée qui a valu au président d'être taxé de communiste, a été abandonnée au cours du débat parlementaire, avant même que les républicains ne reprennent la majorité à la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat en novembre 2010. Toutefois, l'AFL-CIO considère que l'Obamacare n'en représente pas moins une étape historique pour l'évolution du système de protection sociale aux États-Unis. La loi prévoit que 32 millions d'Américains actuellement dépourvus de couverture maladie aient une assurance santé. Des sanctions financières seront infligées à tout citoyen qui ne s'en dotera pas d'ici à 2014. Les adversaires de la réforme ont échoué à obtenir que cette obligation individuelle de se doter d'une assurance santé soit déclarée anticonstitutionnelle. Les compagnies d'assurances ne peuvent plus pratiquer la sélection des risques, en refusant par exemple un client ayant des antécédents médicaux, ou en interrompant son contrat au moment où il tombe gravement malade. Le programme Medicaid est étendu aux individus et familles vivant avec un revenu équivalent à 133% du taux de pauvreté. Toutefois, la Cour suprême, qui a validé la constitutionnalité de la réforme, a estimé que, contrairement à ce que prévoyait celle-ci, il ne faut pas sanctionner les États qui refuseraient d'élargir Medicaid en les privant de l'ensemble des fonds que leur verse l'État fédéral pour ce programme. Des crédits d'impôts sont offerts aux PME de moins de 25 salariés proposant une couverture santé. À défaut d'une assurance publique, la réforme prévoit une «régulation du marché de l'assurance privée», chaque État sélectionnant les contrats qui obéissent aux règles de protection des consommateurs.

La réforme devrait coûter 938 milliards de dollars sur dix ans. Elle sera financée en grande partie par des mesures d'économies sur les dépenses existantes des programmes publics, en particulier Medicare. Les hôpitaux devront s'acquitter d'une taxe de 50 000 dollars s'ils ne remplissent pas les objectifs de réduction des coûts.

LES PROFITS DES GRANDES ENTREPRISES ONT AUGMENTÉ DE 58% DEPUIS 2009

Outre la prolongation de la réduction des cotisations sociales des salariés, The Middle *Class Tax Relief and Job Creation Act* (loi d'allégement fiscal pour la classe moyenne et de création d'emploi), promulguée en février 2012 par le président américain, a prolongé les droits à indemnisation des chômeurs jusqu'à 99 semaines (au lieu de 26) dans les États au taux de chômage très élevé. La loi a également reporté d'un an, à janvier 2013, la baisse programmée du taux de remboursement des consultations chez les médecins affiliés à Medicare, le programme public d'assurance-maladie pour les personnes âgées de plus de 65 ans. Ces mesures, financées par une augmentation de la cotisation retraite des fonctionnaires du gouvernement fédéral nouvellement recrutés, une diminution des subventions aux hôpitaux et un déficit supplémentaire de 89,3 milliards sur la période 2012-2022, ont certes permis de gagner du temps, mais n'ont pas résolu les

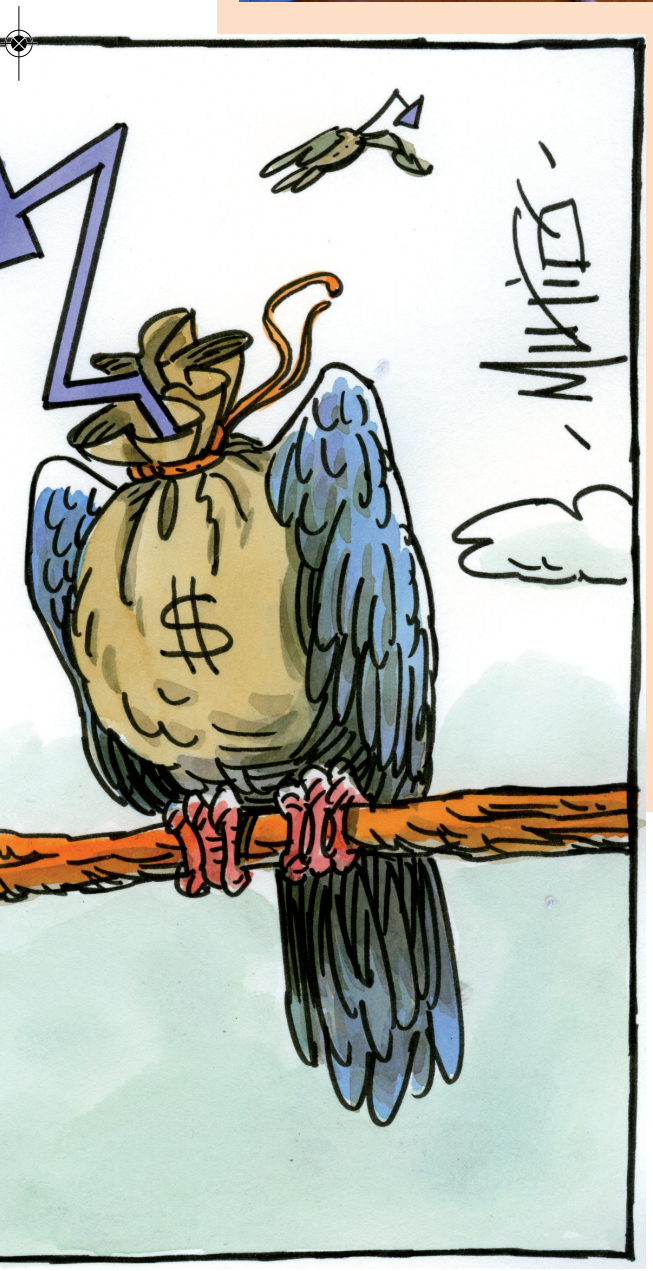


3049 p17-19_page 02 29/10/12 16:45 Page3

*Estelle Sommeiller, économiste**

«Plus les inégalités se creusent, plus le compromis politique est difficile»





FO Hebdo: *Début 2012, les États-Unis ont adopté un nouveau plan dit de relance. Comment cela est-il possible alors que le pays enregistre la dette publique la plus élevée au monde?*

Estelle Sommeiller: Les États-Unis disposent d'un atout sur tous les autres pays: leur monnaie et leur politique monétaire. La domination du dollar comme monnaie de réserve internationale leur permet de compenser l'insuffisance de l'épargne domestique par l'épargne étrangère. Plus précisément, le déficit budgétaire américain est financé par l'engouement des investisseurs étrangers sur les marchés financiers pour les bons du Trésor américain, ce qui soutient le cours du dollar. Tant que les titres de la dette publique sont considérés peu risqués, les taux d'intérêt qui lui sont associés restent bas et la banque centrale américaine, la Fed, y veille, notamment en rachetant des montants considérables de dette publique, ce qui décourage les attaques spéculatives, comme cela a pu être le cas avec l'euro. La Fed mène aussi une politique de taux d'intérêt faibles (0,25%), ce qui encourage le crédit, l'investissement des entreprises et, au final, de nouvelles rentrées fiscales. En somme, augmenter la dette publique reste une solution viable pour les États-Unis tant que les investisseurs étrangers en maintiennent la demande à des niveaux élevés. Il est possible qu'un jour cette demande internationale vienne à s'essouffler.

FO Hebdo: *En quoi consiste le Budget Control Act voté en août 2011?*

Estelle Sommeiller: C'est une loi qui a autorisé le gouvernement fédéral à élever *in extremis* la limite légale du plafond de la dette publique pour échapper à la faillite. En contrepartie, le BCA a répondu aux exigences des républicains puisqu'il prévoit des coupes automatiques dans les dépenses sociales publiques dès janvier 2013, à défaut d'un nouvel accord au Congrès d'ici à la fin 2012 sur les moyens d'enrayer l'endettement du pays. Ces coupes de 1 200 milliards de dollars, étalées sur dix ans, seront réparties à part égale entre dépenses militaires et autres dépenses. Medicare, l'assurance santé des retraités, est la première visée.

Le Budget Control Act de 2011 met un terme, ou, plus exactement, suspend la crise de la dette et permet ainsi à l'État de gagner du temps jusqu'aux élections présidentielles du 6 novembre 2012. Au passage, cette loi aura coûté une dégradation de la note financière de la dette américaine. Et à moins qu'une nouvelle loi ne vienne enrayer le cours des choses d'ici là, le pays sera confronté en 2013 à ce que l'on a appelé le «mur» ou la «falaise» budgétaire (*fiscal cliff*), à savoir la combinaison des coupes budgétaires prévues par le Budget Control Act d'une part et la fin annoncée de toutes les exonérations fiscales accordées à la classe moyenne depuis dix ans d'autre part.

FO Hebdo: *Dans quelle mesure l'élection du 6 novembre prochain pèse-t-elle sur les choix économiques du pays?*

Estelle Sommeiller: En période de cohabitation, le vote de réformes majeures est extrêmement difficile. La Loi pour l'Emploi Américain (American Jobs Act), proposée en 2011 par Barack Obama, n'a pas pu être votée dans son ensemble et a dû être décomposée en plusieurs projets de loi, dont les plus essentiels, ceux portant sur les infrastructures publiques de transports et d'éducation, ont été bloqués par le Congrès. Des politologues (Poole & Rosenthal) ont établi un parallèle frappant entre le degré des inégalités économiques et le degré de polarisation politique au Congrès: moins il y a d'inégalités plus il y a coopération entre les deux couleurs politiques. Aujourd'hui les inégalités culminent et le compromis politique est devenu presque impossible. Mais il y aura aussi des élections législatives le 6 novembre, qui devraient mettre un terme à la cohabitation. Les premiers choix économiques porteront sur la réponse aux problèmes que pose la «falaise» budgétaire. Si Obama est réélu, on est en droit d'espérer que les choix économiques seront beaucoup plus progressistes socialement et plus efficaces économiquement, avec de meilleures chances de réduire le déficit public. Il sera toutefois très difficile aux démocrates de voter des lois qui renversent la montée des inégalités et l'enrichissement des plus riches. En fait, les grandes fortunes de Wall Street influencent non seulement le parti républicain, mais aussi le parti démocrate. Les fonctionnaires et les politiciens cherchent à adopter des positions qui les rendront plus attrayants à l'embauche quand ils quitteront la politique, explique notamment Paul Krugman dans son livre *Sortez-nous de cette crise maintenant*. Donc, l'élection du 6 novembre pèsera sur les choix économiques du pays, c'est certain, mais peut-être pas autant que les 99%** pourraient l'espérer.

**Estelle Sommeiller travaille à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales).*
***En référence au slogan du mouvement Occupy Wall Street: «99% des Américains paient la dette, 1% s'enrichissent».*

problèmes de fond. Les plus de huit millions d'emplois détruits par la crise n'ont pas été récupérés, alors que les profits des grandes entreprises ont augmenté de 58% depuis 2009.

De l'aveu du ministère du Travail, la durée moyenne du chômage a explosé et le taux de chômage, officiellement de 8%, s'élèverait en réalité à 16% si l'on compte les personnes qui ont renoncé à chercher un emploi. Quelque 50 millions d'Américains utilisent désormais des bons alimentaires et 46 millions vivent en deçà du seuil de pauvreté. Les inégalités se sont donc aggravées, alors que 1% de la population a déjà capté plus de 80% de l'augmentation des revenus des Américains entre 1980 et 2005. Les exonérations d'impôts accordées par George Bush aux 2% les plus riches n'ont pas été supprimées, mais les salaires, eux, sont restés sous pression. Avant la crise de 2007, le revenu médian par foyer était déjà descendu en dessous de son niveau de 1999. Il a brutalement chuté depuis (-7,7% de 2007 à 2010) et, selon le *Harvard Business Review*, les travailleurs les plus touchés ont été ceux qui ont des revenus faibles ou moyens.

**La Sécurité sociale américaine, financée par les cotisations des salariés, couvre la retraite de base, qui représente 30% seulement du revenu d'activité (du fait de la suprématie des fonds de pension privés) et la garantie hospitalisation du programme Medicare d'assurance-maladie pour les plus de 65 ans.*

Évelyne Salamero
es@force-ouvriere-hebdo.fr